



Syndicat de l'enseignement
de Louis-Hémon (CSQ)

ÉDITION DU 30 MARS 2015

INFORMA

SPÉCIAL NÉGO

DÉPÔT DES TÂCHES À LA DIRECTION GÉNÉRALE

Dans le cadre de nos moyens d'action, le 10 mars dernier, nous étions une quarantaine d'enseignants des écoles Notre-Dame et Benoit Duhamel pour déposer nos tâches à la direction générale. Le message a été transmis à M. Bergeron à l'effet que les enseignants faisaient, dans le cadre de leur travail de nature personnelle, amplement de tâches et que celles-ci s'étiraient bien au-delà des heures prévues à l'école. Lors de la rencontre, plusieurs enseignants ont pris la parole pour exprimer leur colère à la direction générale.



MANIFESTATION À LA POLYVALENTE DES QUATRE-VENTS

Nous avons manifesté devant la polyvalente des Quatre-Vents, à Saint-Félicien, le 16 mars dernier, où Philippe Couillard remettait un prix à une élève.

Nous avons voulu exprimer notre désaccord avec les mesures de compressions en éducation du gouvernement Couillard.



La garde rapprochée du premier ministre a toutefois menacé d'annuler l'événement si nous insistions pour rencontrer Philippe Couillard. Eh oui, le premier ministre aurait pour ainsi dire voulu prendre une élève en « otage »! Le ministre Couillard et les directions auraient donc voulu tenir l'activité en secret.

« Le chef de la surveillance a dit aux enseignants présents à l'intérieur que s'ils essayaient d'entrer dans l'auditorium, tout serait annulé et que malheureusement, la jeune fille n'aurait pas son prix. Ils ont comme été un peu menacés. Comme si nous étions des méchants! Le fait reste que nous avons tout de même exprimé notre mobilisation face à ce gouvernement qui ne se gêne pas pour couper dans nos conditions de travail ». Félicitations aux profs présents à l'extérieur et à l'intérieur!



VISITE AU CONSEIL DES COMMISSAIRES DU 17 MARS 2015



Malgré le fait que les conditions routières n'étaient pas à leur meilleures, nous étions près de 150 enseignants à s'être présentés à la réunion du conseil des commissaires du 17 mars dernier.

Nous avons questionné la présidente de la Commission scolaire du Pays-des-bleuets, Mme Brigitte Gagné à prendre position devant les propositions patronales en vue du renouvellement de leur convention collective et à répondre à deux simples questions :

« Considérant que le préambule du dépôt patronal précise que les gestionnaires des commissions scolaires et des établissements ont été consultés, adhérez-vous au contenu à la vision de ce dépôt? » et « Avec tout ce qu'on vous a dit préalablement et en lien avec le dépôt patronal, trouvez-vous vraiment que nous ne travaillons pas assez et surtout, que les élèves méritent moins? ». Alors qu'à la première question il aurait suffi de répondre par un simple oui ou non, nous avons plutôt eu droit à la langue de bois. On nous a invités à faire confiance au processus de négociations qui s'amorcera dans les prochaines semaines. Chose que nous souhaitons, encore faut-il que les négociateurs patronaux aient des mandats! Quant à la deuxième question, difficile de cerner une réelle réponse également.

Pour nous, la réponse de la présidente de la commission scolaire fût décevante, lorsque l'on regarde ce que les propositions patronales apportent à la qualité de l'enseignement dispensé et les services aux élèves face à leur réussite scolaire.



Nous avons rappelé aux commissaires que les propositions voulant que le nombre d'étudiants par groupe soit rehaussé, que l'on augmente le nombre d'heures de présence des enseignants à l'école, sont des propositions qui désavantageront les élèves et occasionneront un essoufflement sur le personnel enseignant. Ces propositions minent le moral des enseignants et enseignantes et sont une attaque à l'autonomie professionnelle. Il y a lieu de se questionner sur le rôle de ces derniers.

Félicitations à tous les membres qui se sont déplacés! Solidarité!



LES ENSEIGNANTS DÉMONTRENT QU'ILS TIENNENT L'ÉCOLE À BOUT DE BRAS!

UNE AUTRE MANIFESTATION. Nous avons rejoint, lundi le 23 mars dernier, une délégation d'enseignants de la région du Saguenay pour réserver un « accueil chaleureux » au député Serge Simard à l'occasion de la première pelletée de terre du Centre de formation professionnelle de la Jonquière.

Pour démontrer notre engagement et les efforts que nous déployons au quotidien, nous étions une quarantaine d'enseignants du Syndicat de l'enseignement de la Jonquière (SEDLJ-CSQ), du Syndicat de l'enseignement du Saguenay et du Syndicat de l'enseignement de Louis-Hémon (CSQ). Une immense école a été assemblée pour l'occasion.

La présidente et la vice-présidente de la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ), Mmes Josée Scalabrini et Sylvie Théberge étaient également sur place.



Nous avons encore une fois démontré que le personnel enseignant est en colère. Les offres méprisantes du gouvernement présentées en décembre ont mobilisé les troupes et que nous, les enseignants de la région avons l'intention de défendre nos conditions de travail, qui sont par ailleurs les conditions d'apprentissage des élèves. Il est certes nécessaire d'investir dans nos établissements, mais il est encore plus d'investir dans le développement de notre capital humain en éducation!

Besoin d'aide

Nous étions là pour montrer que nous portons notre système d'éducation publique à bout de bras depuis des années et que nous avons besoin d'aide.

Josée Scalabrini s'est adressée aux journalistes pour exprimer que ce n'est certainement pas en augmentant de huit heures par semaine la tâche assignée par la direction, en repoussant le travail de préparation et de correction les soirs et les fins de semaine, qu'on améliorera la situation! Ce n'est pas acceptable. Il faut que l'autonomie dans notre tâche soit respectée.

Comme vous pouvez le constater, le Syndicat de l'enseignement de Louis-Hémon (CSQ) saisit toutes les occasions pour faire passer son message! La route sera tout de même longue et d'autres actions sont à venir auxquelles vous serez conviées!





Grève dans le secteur public : le Front commun amorce ses travaux

Le Front commun tiendra prochainement un vaste forum sur l'exercice du droit de grève dans le secteur public. Environ 2500 travailleuses et travailleurs de l'État québécois sont attendus à cette rencontre qui aura lieu à Québec le 31 mars prochain, soit le jour de l'échéance des conventions collectives du secteur public.

« Compte tenu des offres présentées par le Conseil du trésor, qui nous mèneraient directement vers l'appauvrissement, nous ne pouvons à l'heure actuelle exclure le recours à des moyens de pression lourds, remarque Francine Lévesque, vice-présidente de la CSN. Voilà pourquoi nous devons initier dès maintenant nos échanges. Quel type de grève? Afin de poursuivre quels objectifs? Comment convaincre nos membres de son éventuelle nécessité? Voilà une série de questions que nous devons discuter avec les travailleuses et travailleurs que nous représentons. »

« Cette journée de réflexion sera le coup d'envoi d'un vaste travail de dialogue, d'échanges et de réflexions avec l'ensemble des salariés du secteur public, indique Louise Chabot, porte-parole du SISP. Au cours des semaines et des mois qui suivront cette rencontre, le Front commun sera à pied d'œuvre dans l'ensemble des régions du Québec, dans un maximum de lieux de travail, afin d'être à l'écoute des aspirations de nos membres quant à l'actuelle négociation et des moyens qu'ils entendent déployer afin d'en arriver à des règlements satisfaisants. »

« Nous voulons un vrai débat, souligne le président de la FTQ, Daniel Boyer. Voilà pourquoi différents points de vue divergents seront discutés franchement entre nous. C'est ainsi que nous arriverons à convaincre la population de la justesse de nos revendications. C'est également dans cette optique que nos discussions sur le recours éventuel à la grève doivent s'inscrire. »

Pour les porte-paroles du Front commun, l'objectif de cette rencontre est de pouvoir dégager certains principes communs visant la construction d'un réel rapport de force dans le cadre des présentes négociations. « Nos négociations viennent à peine de débuter. Nous ne partons pas en recherche de mandats de grève dès le lendemain. Mais nous devons nous outiller afin de préparer ces débats. »

L'évènement *Avec nous, en action! Journée de réflexion du Front commun sur la grève dans le secteur public* aura lieu le 31 mars prochain au Centre des congrès de Québec. Environ 2500 travailleuses et travailleurs des secteurs de la santé et des services sociaux, de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la fonction publique y sont attendus. Ateliers, panels et débats contradictoires ponctueront la journée.